

Machiavel et les tyrannies modernes de Raymond Aron, Paris, Éditions de Fallois, 1993, 435 p.

Jean-Guy Prévost

Volume 16, numéro 3, 1997

La démocratie inachevée

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040087ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040087ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Prévost, J.-G. (1997). Compte rendu de [*Machiavel et les tyrannies modernes* de Raymond Aron, Paris, Éditions de Fallois, 1993, 435 p.] *Politique et Sociétés*, 16(3), 153–155. <https://doi.org/10.7202/040087ar>

Machiavel et les tyrannies modernes

de Raymond Aron, Paris, Éditions de Fallois, 1993, 435 p.

Ce livre rassemble quelques inédits, de même que plusieurs textes plus ou moins introuvables de Raymond Aron. La première partie contient quatre essais rédigés entre 1938 et 1940, en vue d'un ouvrage sur le machiavélisme moderne et dont la rédaction a été interrompue en raison de l'invasion allemande. La seconde partie, intitulée «Machiavélisme et totalitarisme», regroupe pour sa part une vingtaine d'articles, dont les dates de publication originales vont de 1932 à 1981 et reprend, de façon un peu artificielle, la structure quadripartite de *Paix et guerre entre les nations* (théorie, sociologie, histoire, praxéologie). L'intérêt de ces écrits réside surtout dans ce qu'ils nous apprennent du cheminement intellectuel d'une des figures majeures de la science politique contemporaine.

Plusieurs de ces textes, souvent écrits à chaud, illustrent un genre particulièrement périlleux dans lequel Aron devait briller après la guerre, l'histoire immédiate. Celle-ci réclame des qualités simples, mais dont la pratique est exigeante : maîtrise des faits, désir de comprendre avant de juger. Les deux articles sur l'Allemagne nazie sont à cet égard remarquables. Le premier («La révolution nationale en Allemagne»), rédigé en Allemagne même et publié en août 1933 dans la revue *Europe*, soit à peine sept mois après la venue de Hitler au pouvoir, décrit de façon saisissante l'épuration et la mise en pas réalisées par le nouveau régime. Le second («Une révolution antiprolétarienne»), publié en 1936 mais issu d'une conférence prononcée deux ans auparavant, s'efforce de caractériser la nature du changement survenu. On y découvre un Aron marxiste, non en ce qu'il adhère à une interprétation donnée du phénomène nazi, mais en ce qu'il tente de comprendre le paradoxe d'une «révolution populaire antiprolétarienne» en se livrant à une analyse des classes sociales en présence. Il y insiste notamment sur le fait que le prolétariat, au sens des ouvriers d'usine, constituait une minorité au sein de la population allemande (la chose étant également vraie pour les autres pays d'Europe) et sur la progression que connaissait en revanche le groupe très distinct des employés (il appelle une sociologie quantitative de ce phénomène, mais se contente de ce qu'il appelle une «analyse qualitative»). Comme le souligne l'éditeur de l'ouvrage (Rémy Freymond), «Aron semble dans un premier temps refuser l'interprétation intentionnaliste du phénomène nazi» (35), au contraire de Trotski, dont il prend d'ailleurs soin de se démarquer : cela tient à notre avis justement à ce «marxisme» d'Aron, qui l'amène à prendre les buts extérieurs de Hitler moins au sérieux que ne le faisait Trotski

dans son article de juillet 1933, lui aussi publié dans *Europe*. À partir de 1940, en revanche, ce n'est plus la politique intérieure qui retient l'attention : le monde est en guerre, comme Hitler l'avait clairement annoncé depuis longtemps. Mais ce changement de perspective, dont témoignent les textes de *La France libre* (dont trois sont ici reproduits), tient à ce qu'Aron a substitué à l'analyse de classe « le primat de la politique extérieure » (83). Il est en ce sens fidèle à la lecture qu'il offre de Machiavel dans les essais inédits : parce qu'ils placent la politique au poste de commande, l'auteur du *Prince*, tout comme son disciple moderne Pareto, « le Marx de la bourgeoisie », sont finalement de meilleurs guides que Marx ; pour comprendre les tyrannies modernes, il faut faire appel à la théorie des élites et à l'analyse des techniques du coup d'État, du pouvoir et de la propagande.

Plusieurs des contributions ici réunies éclairent par ailleurs la genèse des débats français sur le totalitarisme. Le point de départ est constitué par le syllabus présenté fin 1936 par l'historien Élie Halévy devant la Société française de philosophie et dans lequel il établissait un parallèle entre les régimes nazi, fasciste et soviétique. Aron reprend pour l'essentiel le parallèle d'Halévy – les trois régimes offrent plusieurs traits communs –, mais il l'assortit de nuances – l'idéal communiste est humanitaire, le fascisme exalte la puissance pour elle-même (à la fin de sa vie, il s'interrogera sur l'importance qu'il convient d'accorder à cette distinction). Au cours de cette discussion antérieure aux travaux américains des années cinquante, ceux de Hannah Arendt, de Carl J. Friedrich et de Zbigniew Brzezinski, le totalitarisme apparaît moins comme un régime radicalement nouveau que comme « l'avatar moderne de la tyrannie » (37). Pour Aron, dans l'alternative de la démocratie et du totalitarisme, c'est le second qui est révolutionnaire et la première qui est conservatrice. Dans un texte de 1939 (« États démocratiques et États totalitaires »), il offre la définition sobre de la démocratie à laquelle il ne renoncera jamais : celle-ci ne repose pas sur la souveraineté populaire, qui « peut aussi bien mener au despotisme qu'à la liberté » (187), mais plutôt sur la légalité, le caractère limité et non arbitraire du pouvoir, le respect des libertés personnelles et le contrôle des gouvernants par la représentation.

L'opposition au « machiavélisme absolu » des dictateurs totalitaires doit-elle pour autant conduire au rejet pur et simple du machiavélisme ? Dans un texte tardif (1982) faisant écho à la discussion entamée pendant la guerre avec Jacques Maritain (auteur de « La fin du machiavélisme »), Aron évoque le cas du général de Gaulle : revenu au pouvoir grâce aux partisans de l'Algérie française, il mit fin à la guerre en recourant à la tromperie, suscitant ainsi la révolte de ceux qui l'avaient cru. Ni la façon dont il accéda au pouvoir (le « coup d'État légal »), ni celle dont il géra la crise algérienne ne suscitent l'approbation morale. Mais dans les conditions de

la révolte algérienne et de la déliquescence de la IV^e République, y avait-il d'autres avenues ? Pour Aron, la question n'est pas d'imaginer un autre cours qui eût été préférable, mais «de savoir si ce préférable était possible» (433). Il s'agit certes ici d'une situation extrême : dans le cours normal des régimes démocratiques, il arrive sans doute aux responsables politiques de ruser, sinon de mentir ; mais ils ne sont pas machiavéliques, ils ne font pas le mal. En revanche, la politique extérieure comporte le risque permanent de la guerre et la survie de l'État peut obliger à un «machiavélisme modéré». On comprend que cette lecture de Machiavel et l'expérience des années de guerre aient conduit Aron à se détourner largement de la philosophie et à se consacrer à l'étude des relations internationales : c'est là en effet qu'apparaît avec le plus de netteté le caractère dramatique de l'existence humaine.

Jean-Guy Prévost
Université du Québec à Montréal